

ALGER

الجزائر
الجمهورية

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Syrie-Entretien-de-Bachar-el-Assad.html>

Syrie : Entretien de Bachar el-Assad au journal russe les « Izvestia »

- Actualité politique internationale - Moyen Orient - 5.1. Syrie -

Publication date: mercredi 4 septembre 2013

Description:



Bachar el-Assad est actuellement un des dirigeants les plus diabolisés par les Etats impérialistes et leurs chiens de garde dans les médias, y compris en Algérie par des journalistes impérialophiles qui font les Unes et les éditoriaux de nombreux journaux francophones ou arabophones.

On le fait passer pour un sanguinaire, un dictateur implacable qui tue son peuple. Cette propagande ne peut conditionner les esprits que si un black-out total est imposé sur les informations qui la contredisent, ne laissant la parole qu'aux avocats de l'intervention militaire en Syrie pour placer ? la tête de ce pays les pantins qui feront le bonheur de la grande bourgeoisie des pays occidentaux et des satrapes du Moyen-Orient, comme ils ont réussi ? le faire en Libye.

Alger républicain

Bachar el-Assad est actuellement un des dirigeants les plus diabolisés par les Etats impérialistes et leurs chiens de garde dans les médias, y compris en Algérie par des journalistes impérialophiles qui font les Unes et les éditoriaux de nombreux journaux francophones ou arabophones.

On le fait passer pour un sanguinaire, un dictateur implacable qui tue son peuple. Cette propagande ne peut conditionner les esprits que si un black-out total est imposé sur les informations qui la contredisent, ne laissant la parole qu'aux avocats de l'intervention militaire en Syrie pour placer à la tête de ce pays les pantins qui feront le bonheur de la grande bourgeoisie des pays occidentaux et des satrapes du Moyen-Orient, comme ils ont réussi à le faire en Libye.

L'afflux massif de dizaines de milliers d'intégristes fanatiques, en provenance de 80 pays, armés et financés par les monarchies rétrogrades du Golfe et les États impérialistes est caché par la meute aux ordres.

Pour que le citoyen en quête de vérité ou d'un autre son de cloche puisse se faire par lui-même sa propre opinion et découvrir les positions du président syrien, la meilleure démarche est de prendre connaissance des ces interviews.

Alger républicain

Interview reprise de : <http://www.voltairenet.org/fr>



Izvestia : Monsieur le Président, aujourd'hui la question essentielle concerne la situation sur le terrain. Quelles sont les régions du pays toujours contrôlées par les rebelles ?

Bachar el-Assad : En ce qui nous concerne, la question ne se résume pas à dire quelles sont les régions contrôlées par les rebelles et quelles sont celles contrôlées par l'Armée nationale, car nous n'avons pas à faire à une occupation territoriale traditionnelle par un ennemi précis pour réfléchir de cette manière.

Nous faisons face à des terroristes qui se sont infiltrés dans des villages et des zones périphériques de villes où ils sèment ravages et destructions ... Ils tuent des civils innocents qui les rejettent et condamnent leurs actions... Ils démolissent les infrastructures ... La police, les forces de sécurité et l'Armée se mobilisent pour les repousser et les éliminer ...

Ceux qui en échappent gagnent d'autres régions et ainsi de suite ... Par conséquent, l'essence même de notre action est d'éradiquer le terrorisme.

Le problème que nous rencontrons et qui fait que la situation perdure est l'afflux d'un grand nombre de terroristes venus de l'étranger ... des dizaines de milliers et plus ... Leur soutien financier et militaire se poursuit ... nos frappes se poursuivent aussi, et je vous assure qu'il n'y a pas un endroit où l'Armée nationale syrienne est intervenue sans réussir à les éliminer.

La majorité d'entre eux sont des Takfiristes ayant adopté la doctrine d'Al-Qaïda, le reste consiste en un petit nombre de hors-la-loi. C'est pourquoi nous ne pouvons parler de qui contrôle quoi ... Partout où le terrorisme frappera, nous frapperons.

Izvestia : Pourtant, les grands médias occidentaux affirment que les terroristes contrôlent 40% à 70% du territoire syrien. Que contrôle vraiment l'État syrien ?

Bachar el-Assad : Pas un seul État au monde n'est capable de déployer son armée, toute équipée, sur tout son territoire. Les terroristes exploitent cette situation et tentent de pénétrer dans toutes les zones où l'armée est absente. Ils se déplacent d'une région à l'autre et à chaque fois que nous avons décidé de pénétrer une région où ils s'étaient installés nous les avons éradiqués. Je le répète, le problème n'est pas la superficie des territoires contrôlés par les terroristes, laquelle varie d'heure en heure et de jour en jour. Le problème est le grand nombre de terroristes venant de l'étranger.

Le critère qui compte est la réponse à la question : « Est-ce que l'Armée arabe syrienne a pu éliminer les terroristes dans toutes les régions où elle est entrée en action ? ». Je réponds : très certainement oui, et elle continue. Mais leur éradication totale demande du temps, car ce type de guerre ne peut se terminer d'un coup. C'est ce qui fait que nous payons et que nous payerons un lourd tribut avant de réussir à tous les éliminer.

Izvestia : Monsieur le Président, vous avez parlé de combattants islamistes extrémistes et takfiristes qui envahissent la Syrie... Sont-ils des groupes indépendants les uns des autres qui se battent ici ou là, ou bien font-ils partie d'une grande puissance qui cherche à mettre fin à la sécurité et à la stabilité dans tout le Moyen-Orient, y compris en Syrie ?

Bachar el-Assad : Ils sont les deux à la fois, dans le sens où ce qui les rassemble est la doctrine et la source de financement, leur pensée étant extrémiste et takfiriste puisée chez des individus tels Al-Zawahiri et leur financement étant souvent puisé à des sources pratiquement similaires et parfois identiques. Ce qui les distingue est leur travail sur le terrain, car ce sont des groupements divisés et incohérents, chacun d'entre eux obéissant à une direction indépendante et à des ordres différents.

Ceci dit, il est évident que c'est celui qui finance qui tient le gouvernail. Autrement dit, les pays qui les soutiennent idéologiquement et financièrement comme l'Arabie saoudite, par exemple, peuvent très facilement les influencer et guider leurs actions directement ou indirectement. Ainsi lorsque ce pays déclare que le devoir de tout musulman est de mener le Jihad en Syrie, des milliers de combattants arrivent chez nous pour ce faire. Celui qui arme et finance fait en sorte qu'ils exécutent ses ordres : terroriser et détruire.

Oui, ils sont souvent les deux à la fois. Je vous ai donné l'exemple de l'Arabie saoudite qui les dirige par son idéologie wahhabite et les soutient avec son argent.

Izvestia : Le gouvernement syrien parle d'une relation étroite entre Israël et les terroristes. Nous aimerions comprendre en quoi consiste cette relation, alors que le simple nom d'Israël les pousse aux déclarations hystériques et fortement haineuses.

Bachar el-Assad : Si tel était le cas, comment se fait-il que lorsque nous les frappons à notre frontière commune, les forces israéliennes interviennent contre les nôtres pour desserrer l'étau ? Comment se fait-il que lorsque nous les assiégeons, Israël leur ouvre des brèches pour qu'ils puissent revenir attaquer d'ailleurs ? Pour quelles raisons Israël a-t-il attaqué l'Armée nationale syrienne à plusieurs reprises ces derniers mois ?

Ce n'est pas le gouvernement syrien qui parle de l'étrange relation entre Israël et les terroristes. C'est Israël qui en parle. Ne s'est-il pas vanté, plus d'une fois, de prodiguer ses soins à des dizaines de terroristes dans ses hôpitaux ? Cette affirmation de votre part manque donc de précision ; d'autant plus que si ces groupes terroristes étaient si hostiles à Israël au point de devenir hystériques devant la simple prononciation de son nom, pourquoi ont-ils combattu l'Union soviétique hier ? Pourquoi s'en prennent-ils à la Syrie et à l'Égypte aujourd'hui ? Et comment se fait-il que depuis trois décades, ils n'aient jamais lancé la moindre opération contre Israël ? Et pour en revenir à l'essentiel, qui donc a créé ces groupes terroristes ?

Ces groupes ont été créés au début des années 1980 par les États-Unis pour combattre l'Union soviétique en Afghanistan. Ils sont soutenus par l'Occident en général et sont financés par les Saoudiens. Par conséquent, comment se pourrait-il que ces groupes fabriqués par les États-Unis et l'Occident s'en prennent à Israël ?

Izvestia : Monsieur le Président, notre entrevue sera probablement traduite en plusieurs langues. Les dirigeants du monde, dont ceux qui travaillent contre vous, vous liront. Que leur diriez-vous ?

Bachar el-Assad : Nous avons certes affaire avec de très nombreux hommes politiques occidentaux, mais très peu sont des hommes d'État. Certains ne lisent pas l'Histoire ou n'en tirent aucun enseignement. D'autres n'ont même pas été capables de garder en mémoire les événements plutôt récents de leur propre Histoire. Ont-ils seulement retenu les leçons de ces 50 dernières années ? Ont-ils enregistré que depuis le Vietnam, les politiciens qui les ont précédés ont perdu toutes les guerres qu'ils ont déclenchées ? Ont-ils retenu que toutes leurs guerres n'ont pas répondu à leurs espérances, mis à part les destructions des pays visés et l'effet déstabilisateur sur le Moyen-Orient et d'autres régions du monde ? Ont-ils compris que toutes ces guerres n'ont pas réussi à convaincre les peuples de la région de la justesse de leur politique ni à susciter leur sympathie ?

Un deuxième point sur lequel j'aimerais attirer leur attention. Il se résume à dire que le terrorisme n'est pas un atout qu'on garde dans sa poche pour le rejouer quand et où bon nous semble ... Le terrorisme est comme un scorpion, il peut vous piquer à tout moment. Dès lors, vous ne pouvez pas soutenir le terrorisme en Syrie et le combattre au Mali, par exemple ... Vous ne pouvez pas soutenir le terrorisme en Tchétchénie et le combattre en Afghanistan ...

M'adressant aux dirigeants occidentaux en particulier, je dirais à certains d'entre eux que s'ils cherchent à garantir « leurs intérêts » ils feraient mieux de prêter l'oreille aux peuples de la région et à leurs peuples, au lieu de travailler à installer aux commandes des « marionnettes » censées leur permettre d'atteindre leurs objectifs. Ce n'est qu'ainsi que leur politique pourrait devenir plus réaliste.

Et puisque vous insistez pour que la Syrie délivre son message au monde, je dirais qu'il est inutile que qui que ce soit continue à rêver d'une Syrie qui serait le jouet de l'Occident, car ce rêve ne se réalisera pas. Nous sommes un pays indépendant, nous combattons le terrorisme et nous construirons, en toute liberté, nos relations avec les pays que nous choisirons pour servir au mieux les intérêts du peuple syrien.

Izvestia : Le mercredi [21 août 2013], le gouvernement syrien a été accusé par les rebelles d'avoir utilisé des armes chimiques... Certains dirigeants occidentaux ont adopté ces accusations. Que leur répondez-vous ? Et allez-vous permettre aux inspecteurs de l'ONU d'enquêter sur l'incident ?

Bachar el-Assad : À vrai dire, les déclarations de l'Administration états-unienne et de certains pays occidentaux, à ce sujet, traduisent leur mépris de l'intelligence d'autrui et leur irrespect à l'égard de leur propre opinion publique.

Aucun État au monde et a fortiori aucune superpuissance ne lancerait une accusation pour ensuite se mettre à en collecter les preuves. Or, il se trouve que l'Administration US a lancé son accusation mercredi pour annoncer deux jours plus tard qu'elle allait commencer à recueillir les éléments de preuve.

La zone concernée par cette attaque, qui est donc sous le contrôle des rebelles, est contigüe aux positions de l'Armée nationale syrienne. Comment est-il possible qu'un État utilise des armes chimiques ou de destruction massive contre ses propres forces ? C'est absurde. Ces accusations sont complètement politisées et sont motivées par les avancées de l'Armée arabe syrienne dans son combat contre les terroristes.

Quant à la Commission d'enquête de l'ONU, nous avons été les premiers à la réclamer lorsque des terroristes ont procédé à des tirs de roquettes chargées de gaz toxique dans la banlieue d'Alep. Il est important de rappeler que plusieurs mois avant cette attaque, les États-Unis et l'Occident préparaient déjà l'opinion publique à l'éventualité de l'utilisation d'armes chimiques par l'État syrien ... C'est cela qui nous a poussé à les soupçonner d'être au courant des intentions des terroristes quant à l'utilisation de ces armes pour s'en servir dans leurs actes d'accusation contre le gouvernement syrien. Dès la première attaque chimique et après concertation avec la Russie, nous avons décidé de solliciter une commission d'enquête sur le terrain. Mais alors que nous attendions une enquête basée sur les faits, les États-Unis, la France et la Grande Bretagne ont tenté d'exploiter la situation en se fondant sur des rumeurs et des allégations ... et ils continuent.

Ces dernières semaines, nous avons travaillé avec la Commission d'enquête pour définir les bases de notre coopération. La première est une ligne rouge indépassable et concerne notre souveraineté nationale exigeant l'organisation de tout le processus en collaboration avec nous. La deuxième est d'admettre que le problème ne se restreint pas à savoir comment sera menée l'enquête, mais aussi la façon dont les résultats seront interprétés devant les Nations-Unis. Nous attendons donc une interprétation objective des données de l'enquête et certes, nous attendons aussi que la Russie bloque toute mésinterprétation visant à servir les agendas et intérêts des politiques états-uniens et occidentaux. Il est crucial pour nous que l'on puisse distinguer entre les accusations occidentales fondées sur des allégations et des rumeurs, et les résultats d'une enquête que nous avons demandée et qui doit se fonder sur des preuves et des faits concrets.

Izvestia : Étant donné les récentes déclarations de l'Administration états-unienne et d'autres gouvernements occidentaux, pensez-vous que les États-Unis qui n'ont pas exclu la possibilité d'une intervention militaire en Syrie puissent se comporter de la même façon qu'en Irak ? En d'autres termes, pensez-vous qu'ils useront une fois de plus de prétextes fallacieux pour intervenir militairement en Syrie ?

Bachar el-Assad : Ce n'est pas la première fois qu'est soulevée l'option d'une intervention militaire. Dès le début, les États-Unis, avec la France et la Grande-Bretagne ont tenté de la mettre en pratique. Malheureusement pour eux, les événements ont pris un cours différent et l'équilibre au sein du Conseil de sécurité s'est établi contre leurs seuls intérêts. Ils ont tenté beaucoup de marchandages avec la Russie et la Chine, mais en vain.

Les conséquences négatives de leurs ingérences en Libye et en Égypte n'étaient pas en leur faveur. L'ensemble a fait qu'il leur est devenu impossible de convaincre leurs peuples et le monde de la justesse et de la sagesse de leurs

politiques.

Il en est ressorti que la situation en Libye diffère de celle de l'Égypte, laquelle est différente de celle de la Tunisie, alors que la situation syrienne est différente de toutes les autres ... Chaque pays a ses particularités, ce qui fait qu'ils ne peuvent plus jouer à appliquer le même scénario à chaque fois et à tous les États. Ils peuvent tout au plus initier des guerres, mais ils ne peuvent prédire jusqu'où elles les mèneront et comment elles finiront ; ce qui les conduit à réaliser que tous les scénarios qu'ils ont concoctés échappent à leur contrôle.

Désormais, il est clair pour tout le monde que ce qui se passe en Syrie n'est ni une révolution populaire, ni un appel aux réformes. Ce qui se passe en Syrie vise à détruire l'État syrien au moyen du terrorisme. Que diront-ils à leurs populations : « Nous intervenons en Syrie pour soutenir le terrorisme contre l'Etat syrien ? »

Izvestia : À quoi se heurteront les États-Unis s'ils décidaient d'intervenir militairement ou de déclarer la guerre à la Syrie ?

Bachar el-Assad : Ils se heurteront au même obstacle auquel ils se sont toujours heurtés depuis le Vietnam : l'échec. Les États-Unis ont mené de nombreuses guerres, mais n'ont jamais été en mesure d'atteindre les objectifs politiques qu'ils s'étaient fixés par la guerre, comme ils n'ont jamais réussi à convaincre leur peuple du bien fondé de ce type de politique. Oui, les grandes puissances peuvent déclencher les guerres, mais peuvent-elles les gagner ?

Izvestia : Monsieur le président, êtes-vous en contact avec le président Vladimir Poutine ? Vous entretenez-vous par téléphone ? Si oui, de quoi discutez-vous ?

Bachar el-Assad : Notre relation est solide et remonte à de nombreuses années avant la crise. Nous nous contactons de temps à autre, mais il est évident que la complexité des événements en Syrie ne peut se discuter au téléphone. Nous sommes en relation au travers des responsables russes qui nous rendent visite et des responsables syriens qui se rendent à Moscou ; autant de contacts menés loin des projecteurs et des médias.

Izvestia : Monsieur le Président, prévoyez-vous une visite en Russie ou une invitation du président Poutine en Syrie ?

Bachar el-Assad : C'est certainement possible, mais les priorités actuelles sont de travailler à alléger l'impact de la violence en Syrie. Chaque jour nous amène son lot de victimes. Mais, il est évident que lorsque les circonstances iront vers le mieux, ces visites dans un sens ou l'autre devront avoir lieu. Actuellement, nos responsables respectifs gèrent bien cette relation.

Izvestia : Monsieur le président, la Russie s'oppose à la politique états-unienne et européenne, en particulier en ce qui concerne le dossier syrien. Que se passerait-il si jamais la Russie acceptait des compromis en votre défaveur ? Pensez-vous qu'un tel scénario est possible ?

Bachar el-Assad : Aujourd'hui, il est important de ne pas examiner les relations russo états-uniennes à travers la seule crise syrienne qui ne représente qu'un des aspects, mais de se placer dans un contexte plus large et plus global. Les États-Unis ont pensé qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie était à jamais achevée. Mais à partir de la prise de fonction du président Poutine, fin des années 1990, la Russie a commencé à se redresser progressivement pour retrouver sa position parmi les nations. Du même coup, la Guerre froide entre ces deux puissances a repris, mais d'une manière différente et plus subtile.

Les États-Unis ont joué sur plusieurs fronts en s'efforçant de contenir les intérêts russes dans le monde, et en tentant de modifier la mentalité même du citoyen russe censée se rapprocher de la mentalité occidentale en termes de culture et de besoins ? ; le but étant de mettre fin au rôle important et puissant de la Russie dans plusieurs domaines, dont celui de la Syrie.

Comme tout citoyen russe, vous pourriez vous poser la question de savoir : « Pourquoi la Russie continue-t-elle à soutenir la Syrie ? ». En effet, il est important d'expliquer à tout un chacun que la Russie ne défend pas le président Bachar al-Assad ou le gouvernement syrien, car le peuple syrien peut choisir n'importe quel autre président et n'importe quel autre système politique, le problème n'est pas là.

La Russie défend avant tout des principes fondamentaux auxquels elle a adhéré depuis bientôt plus de cent ans et auxquels elle croit, à commencer par la souveraineté des États et la non ingérence dans leurs affaires intérieures, et ce d'autant plus qu'elle a eu elle-même à en souffrir et que cela continue. Par ailleurs, la Russie défend ses intérêts dans notre région et c'est son droit. Ces intérêts sont beaucoup plus importants qu'un port sur la Méditerranée à Tartous, comme le prétendent certains analystes superficiels.

Ainsi, d'un point de vue politique, lorsque le terrorisme frappe la Syrie, un pays clé dans la région, il peut affecter la stabilité de tout le Moyen-Orient avant de porter atteinte à la stabilité de la Russie. Les dirigeants russes en sont évidemment parfaitement conscients, contrairement à ceux de nombreux pays occidentaux. Et d'un point de vue social, nous ne devons pas oublier les dizaines de milliers de familles syro-russes, qui créent un pont humain et culturel entre nos deux pays.

Ceci pour dire que si la Russie devait accepter des compromis, comme vous venez de le stipuler, ce serait déjà fait depuis un ou deux ans lorsque l'image était encore floue, même pour certains responsables russes. Aujourd'hui, la situation est très claire. Qui n'a pas fait dans le compromis à l'époque, ne le fera pas aujourd'hui.

Izvestia : Monsieur le Président, existent-ils des négociations portant sur la fourniture de carburant ou de matériel militaire par la Russie ? Et concernant votre contrat de défense, avez-vous pris livraison de missiles anti-aériens russes S-300 ?

Bachar el-Assad : Aucun pays n'annonce publiquement le type d'armement en sa possession ou le contenu des contrats passés à cet effet. Ce sont là des informations classées « Secret Défense » et « Secret d'État ». En revanche ce que je veux bien vous dire est que tous les contrats dûment signés avec la Russie sont maintenant en cours d'application. Ni la crise, ni les pressions des États-Unis, de l'Europe ou des pays du Golfe n'ont pu l'empêcher. La Russie fournit à la Syrie ce dont elle a besoin pour sa défense et la défense de son peuple.

Izvestia : Monsieur le Président, quelle est l'aide dont la Syrie pourrait actuellement attendre de la Russie ? S'agit-il d'une aide financière, d'équipements militaires, ou même d'un simple crédit ?

Bachar el-Assad : Sans le retour de la sécurité, il est impossible d'espérer redresser une véritable économie. Néanmoins, ce que la Russie offre actuellement à la Syrie et à son peuple pour sa défense, dans le cadre de contrats militaires passés, pourra faciliter la reprise économique.

De plus et du point de vue strictement politique, le soutien de la Russie à notre droit à l'indépendance dans nos choix et à la souveraineté de notre État a déjà joué un rôle important en faveur notre économie. De nombreux pays ont traduit leur position politique à notre égard par des sanctions dont la plus importante est le blocus économique que nous endurons péniblement, alors que la Russie a fait tout le contraire.

Par conséquent et pour répondre à votre question, les prises de position politiques de la Russie et le respect de ses engagements militaires malgré les pressions états-uniennes ont considérablement aidé notre économie, abstraction faite de l'impact négatif du blocus sur la vie quotidienne du citoyen syrien.

Par ailleurs, il existe plusieurs accords entre la Syrie et la Russie pour diverses marchandises et matières premières. Dans ces conditions, n'importe quel crédit venant de Russie est à considérer comme bénéfique pour les deux parties. Pour la Russie, cela offre de nouvelles opportunités à ses entreprises et industries nationales et lui permet de conquérir de nouveaux marchés. Pour la Syrie, c'est là une occasion qui nous permet de reconstruire notre infrastructure et de rétablir et stimuler notre économie.

Je répète que le soutien de la Russie a joué un rôle essentiel dans beaucoup de domaines importants concernant la sécurité et les besoins élémentaires du citoyen syrien.

Izvestia : Monsieur le Président, pouvez-vous préciser l'objet de ces contrats ? Concernent-ils des carburants ou des produits alimentaires de première nécessité ?

Bachar el-Assad : Le citoyen syrien subit un siège qui le prive de nourritures, de médicaments et de carburants, autant de produits essentiels à sa vie. Ce que le gouvernement syrien recherche à travers ses contrats avec la Russie, et d'autres pays amis, c'est de les remettre à sa disposition.

Izvestia : Nous savons que vous avez décrété de nombreuses amnisties. Ont-elles concerné des rebelles ? Si oui, certains de ces rebelles ont-ils vraiment rejoint les Forces armées ?

Bachar el-Assad : Oui, c'est vrai. Et ceci a amené de grands changements, surtout depuis que la situation est devenue plus claire pour beaucoup de gens qui ont compris que la vérité de ce qui se passe en Syrie est tout simplement le résultat du terrorisme. Nombreux sont ceux qui ont choisi de déposer les armes, de revenir vers l'État et de reprendre le cours de leur vie civile. Plus remarquables encore sont ces groupes qui sont passés du combat contre l'Armée nationale au combat à ses côtés. Ceux-là appartiennent à deux catégories. Ils ont été induits en erreur par les médias ou ont été enrôlés de force sous la menace des terroristes. C'est pour cette raison que dès le début de la crise, le gouvernement syrien a adopté une politique de « porte ouverte » à tous ceux qui voulaient faire demi-tour, malgré le fait que beaucoup de gens en Syrie se sont opposés à cette décision qui s'est finalement révélée efficace et a contribué à atténuer la tension de la crise.

Izvestia : Monsieur le Président, quels sont les États que vous pouvez qualifier de véritables amis, et quels sont les États ennemis ? Les relations de la Syrie avec plusieurs États ne cessent de se dégrader tels le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie. À qui la faute ?

Bachar el-Assad : Les pays qui nous soutiennent sont connus de tous avec la Russie et la Chine sur le plan international, et l'Iran sur le plan régional. Toutefois, je peux dire que nous commençons à voir un changement positif sur la scène internationale. Certains pays qui étaient fortement contre nous ont commencé à modifier leur position, d'autres ont commencé à rétablir leurs relations avec nous. Néanmoins, il est certain que nous ne pouvons ranger ces pays parmi ceux qui nous soutiennent directement.

En face, il y a les pays qui ont directement mobilisé et soutenu le terrorisme en Syrie, principalement le Qatar et la Turquie dans les deux premières années de la crise. Le Qatar finançait les terroristes, tandis la Turquie leur assurait la formation et les couloirs de passage vers la Syrie. Récemment, l'Arabie saoudite a remplacé le Qatar pour le rôle de financier. Pour être tout à fait clair et transparent, l'Arabie saoudite est un État qui n'a rien d'autre que la finance et par conséquent ne peut ni construire une civilisation ni la nourrir, bien au contraire. La Turquie est un cas différent. Il

est désolant qu'un grand pays comme la Turquie se laisse diriger par l'étranger pour quelques dollars. Il est désolant qu'un pays qui a une situation aussi stratégique et une société aussi ouverte se laisse manipuler par un pays du Golfe à la mentalité rétrograde. Toute la responsabilité en incombe évidemment au premier ministre turc, non au peuple turc avec lequel nous partageons patrimoine et traditions.

Izvestia : Monsieur le Président, qu'est-ce qui rend les relations russo-syriennes si fortes ? S'agit-il d'intérêts géopolitiques, ou bien est-ce parce que les deux peuples ont eu à souffrir du terrorisme et ont dû le combattre ?

Bachar el-Assad : Il ya plusieurs facteurs qui forgent si fortement les relations syro-russes. Le premier vient du fait que la Russie a souffert de l'occupation pendant la Seconde Guerre mondiale et que la Syrie a été occupée plus d'une fois. Le deuxième vient du fait que depuis l'ère soviétique, la Russie a fait l'objet de tentatives continues et répétées d'ingérences étrangères, ce qui est également le cas pour la Syrie. Le troisième, non moins important, vient en effet du terrorisme.

En Syrie, nous comprenons fort bien ce que signifie l'assassinat de civils par des extrémistes tchétchènes, la prise en otage d'enfants comme ce fut le cas à Beslan, ou la détention de gens innocents rendus au théâtre comme à Moscou... En retour, le citoyen russe nous comprend alors que nous goûtons à cette même amère désolation et, comme nous, il ne peut que rejeter les propos d'un Occidental qui vient lui raconter qu'existent « des bons terroristes et des mauvais terroristes ».

Un autre facteur renforce nos liens. Ce sont toutes les familles mixtes russo-syriennes que j'ai déjà évoquées. Elles n'auraient jamais pu autant se multiplier si nous n'avions pas partagé certaines valeurs culturelles, sociales et intellectuelles.

À tout cela s'ajoutent les intérêts géopolitiques que j'ai aussi évoqués. La déstabilisation de la Syrie et de la région concerne la Russie qui est parfaitement consciente du danger de la propagation du terrorisme qui ne connaît pas de frontières, contrairement aux Européens et à l'Occident. Il est donc faux de dire que les prises de position d'une grande puissance telle que la Russie ne reposent que sur quelques éléments de circonstance, alors qu'elles se fondent sur un cumul historique de principes culturels et intellectuels.

Izvestia : Monsieur le Président, qu'attendez-vous de la Conférence de Genève 2 ?

Bachar el-Assad : L'objectif de la conférence de Genève 2 est de soutenir le processus en faveur d'une solution politique à la crise. Toutefois, il est impossible de démarrer le processus politique avant l'arrêt du soutien étranger aux terroristes. Nous attendons donc que cette Conférence commence par exercer des pressions sur les États qui soutiennent le terrorisme en Syrie, pour qu'ils cessent la contrebande d'armes et l'envoi massif de terroristes étrangers dans notre pays.

Lorsque ce premier pas sera franchi, il sera facile de franchir les pas suivants à commencer par le dialogue entre les différentes parties syriennes qui auront à discuter de leur système politique à venir, de leur constitution, de leurs lois et de tout le reste.

Texte traduit de l'arabe par Mouna Alno-Nakhal pour le Comité Valmy